

## SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

### Déclaration de Mme Wai Wai Nu Débat ouvert du Conseil de Sécurité de l'ONU sur l'agenda Femmes, Paix et Sécurité Le 24 octobre 2024

Madame la Présidente, Excellences, cher.e.s collègues de la société civile,

C'est un honneur de m'adresser à vous au débat ouvert de cette année sur l'agenda Femmes, paix et sécurité (WPS en anglais). Je m'appelle Wai Wai Nu, je suis la fondatrice et la directrice du [Women's Peace Network](http://www.womenpeacesecurity.org), une organisation qui œuvre pour la paix et l'égalité au Myanmar.

Le sujet du débat ouvert d'aujourd'hui est plus que pertinent compte tenu de la situation désastreuse des droits des femmes dans les situations de conflits et de crises à travers le monde et l'inacceptable faible taux de participation des femmes dans les processus de paix, ce qui est au cœur de l'agenda Femmes, paix et sécurité. Le monde fait face à des niveaux records de conflits armés, notamment à Gaza et en Ukraine, à la prise de contrôle des talibans en Afghanistan et à des crises humanitaires sans précédent au Soudan, en Syrie, au Yémen et à travers le monde. Les femmes sont exposées de manière disproportionnée à la violence sexuelle liée aux conflits,<sup>1</sup> aux féminicides,<sup>2</sup> à l'apartheid de genre,<sup>3</sup> à la persécution liée au genre<sup>4</sup> et à d'autres atrocités ciblées. Aujourd'hui, nous sommes également confrontés à des représailles globales alarmantes contre le genre et les droits des femmes.<sup>5</sup> Toutes ces conditions sapent notre capacité collective à participer de manière significative à la consolidation de la paix et, ainsi, menacent nos espoirs de paix.

Il y a 24 ans, les mouvements féministes du monde entier ont rappelé à la communauté internationale que nous pouvions garantir un avenir égalitaire, juste et pacifique. Le Conseil a répondu à ces appels en adoptant la résolution 1325 (2000). Or, nous sommes aujourd'hui loin de cette promesse d'égalité.

En tant que défenseure des droits humains et ancienne prisonnière politique, l'espoir d'un changement a longtemps guidé mon activisme. Je ne suis pas la seule. Aujourd'hui, au Myanmar, des femmes résistent à l'armée et à sa tentative de coup d'État de 2021 à travers le pays et risquent leur vie en luttant contre toutes les formes d'oppression, y compris le patriarcat, l'homophobie et la transphobie.<sup>6</sup> En tant qu'intervenantes de première ligne et défenseuses des droits humains,<sup>7</sup> nous faisons tout notre possible pour ne pas revenir au statu quo d'avant le coup d'État — mais pour construire un nouvel avenir où nous pourrions jouir d'une participation pleine, indépendamment de notre genre, de notre orientation sexuelle, de notre appartenance ethnique ou de quelque différence.<sup>8</sup>

Pourtant la campagne de terreur menée par l'armée du Myanmar à l'échelle nationale nous empêche d'atteindre notre objectif. C'est cette même armée qui, selon l'ONU, a commis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et un génocide.<sup>9</sup> Depuis la tentative de coup d'État, l'armée a lancé des frappes aériennes contre des civils,<sup>10</sup> a pris pour cible des maisons, des écoles, des hôpitaux et des lieux de culte<sup>11</sup> et a déplacé des millions de personnes.<sup>12</sup> Les violences basées sur le genre ont augmenté de manière significative au Myanmar depuis la tentative de coup d'État, en premier lieu par l'armée, et d'autres groupes armés.<sup>13</sup> En outre, l'armée a tué et emprisonné de façon aléatoire des milliers de femmes<sup>14</sup> qui sont victimes de torture, de violences sexuelles et de refus de soins médicaux en détention.<sup>15</sup> Depuis février, l'armée a recruté des civils par la force, notamment des jeunes femmes et des personnes déplacées, pour en faire de la chair à canon et des boucliers humains.<sup>16</sup> L'armée a provoqué une catastrophe humanitaire et continue de bloquer et de manipuler l'aide humanitaire<sup>17</sup> destinée à plus de 18 millions de personnes, dont plus de la moitié sont des femmes et des filles.<sup>18</sup> Des centaines de milliers de personnes ont fui le Myanmar en quête de protection dans les pays voisins,<sup>19</sup> au risque d'être détenues et renvoyées de force.<sup>20</sup>

Excellences,

Il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes du conflit pour garantir la pleine participation des femmes à l'avenir du Myanmar. Et lorsque les principaux auteurs de décennies d'atrocités restent impunis – comme c'est le cas au Myanmar – l'impunité en est la cause principale. Tout comme en Afghanistan, au Soudan, dans les territoires palestiniens occupés et dans bien d'autres contextes, l'impunité au Myanmar devient contagieuse : elle encourage les auteurs et montre aux autres qu'ils sont libres de brutaliser les groupes qu'ils jugent inférieurs, en particulier les femmes. Comme l'indique clairement la résolution 1325, la responsabilité et le respect du droit international sont essentiels pour protéger les droits des femmes, non seulement au Myanmar, mais aussi dans d'autres conflits à travers le monde. Les femmes ne pourront pas participer de façon significative à quelconque aspect de la vie publique tant qu'elles seront attaquées quotidiennement et sans conséquences.<sup>21</sup>

Cette impunité n'est nulle part plus évidente que dans l'État de Rakhine, où l'armée nationale et l'armée d'Arakan (AA) s'en prennent aux Rohingyas en multipliant les atrocités.<sup>22</sup> Depuis novembre 2023, l'AA a mis feu à des maisons et des villages Rohingyas et a massacré, enlevé, torturé, violé et déplacé de force les Rohingyas.<sup>23</sup> La violence armée, la famine<sup>24</sup> et le manque d'eau, d'abris et de soins médicaux ont contraint au moins 40 000 personnes à fuir vers le Bangladesh.<sup>25</sup> Près d'un million d'entre eux vivent encore dans des camps surpeuplés à Cox's Bazar, où la violence s'est aggravée ces derniers mois.<sup>26</sup> Selon l'ONU, l'année dernière a été la plus meurtrière pour les Rohingyas qui ont fui par les voies terrestres et maritimes — les femmes et les filles ayant été victimes de violence sexuelle atroces.<sup>27</sup> Cette année sera probablement pire,<sup>28</sup> retardant encore le retour volontaire, sûr, digne et durable de ma communauté dans ses foyers au Myanmar.<sup>29</sup>

Excellences,

Le Myanmar est à la fois un exemple de violation extrême des principes clés de l'agenda Femmes, paix et sécurité et une représentation de leur importance. Je vous demande instamment de respecter tous les piliers de l'agenda Femmes, paix et sécurité. Les États membres doivent exiger la participation des femmes à toutes les prises de décision en matière de paix et de sécurité et demander à l'ONU de faire de la participation des femmes une exigence dans tout processus de paix qu'elles soutiennent.<sup>30</sup> Mais il ne suffit pas d'exprimer son soutien à la participation des femmes si les conditions de cette participation ne sont pas réunies. La prévention des conflits, la protection des droits humains et l'obligation de rendre des comptes<sup>31</sup> sont essentielles pour que les femmes puissent occuper la place qui leur revient à la table des négociations de paix. Je vous appelle en outre à soutenir et à financer les organisations de femmes et les défenseuses des droits humains et à prendre toutes les mesures nécessaires pour les protéger contre les attaques et les représailles.

En ce qui concerne le Myanmar, je demande instamment au Conseil d'organiser d'urgence une réunion d'information ouverte pour discuter de la situation, empêcher de nouvelles atrocités de masse, en particulier dans l'État de Rakhine, et renforcer la résolution 2669 (2022) en prenant des mesures concrètes, y compris une nouvelle résolution.<sup>32</sup> Ce Conseil devrait exiger que l'armée mette fin à tous les actes de violence sexuelle liés au conflit. Je vous exhorte également à mettre fin à toutes les livraisons d'armes, de munitions et de carburant d'aviation, d'imposer des sanctions économiques ciblées à l'armée, de permettre l'aide transfrontalière et un accès humanitaire sans entrave, et de rejeter le soi-disant « recensement »<sup>33</sup> de l'armée ainsi que les efforts visant à organiser des élections fictives.<sup>34</sup> Le Conseil doit saisir la Cour pénale internationale de la situation ou bien soutenir la création d'un tribunal ad hoc, et discuter du non-respect des mesures provisoires imposées au Myanmar par la Cour internationale de justice, qui a désigné les Rohingyas comme un « groupe protégé ».<sup>35</sup> Ce Conseil devrait explicitement appeler à une participation pleine, égale, significative et sûre des femmes à la prise de décision concernant l'avenir de notre pays.

Excellences,

Aujourd'hui, je m'adresse à vous en tant qu'une des rares femmes du Myanmar à parler au Conseil des souffrances que subit mon peuple. Et ce, malgré plus d'un demi-siècle de conflit dans mon pays, le génocide des Rohingyas qui dure depuis des décennies et les efforts déterminés de mes consœurs pour mettre fin à notre situation. Les femmes du Myanmar et du monde entier nous observent aujourd'hui pour voir si vos paroles seront suivies d'actes.

Je vous remercie.

- <sup>1</sup> “Conflict-related sexual violence: Report of the Secretary-General,” 4 April 2024, S/2024/292, [undocs.org/s/2024/292](https://undocs.org/s/2024/292).
- <sup>2</sup> Human Rights Watch, “Femicide and Reproductive Violence Harm African Women, Girls,” 31 July 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/07/31/femicide-and-reproductive-violence-harm-african-women-girls>.
- <sup>3</sup> “The phenomenon of an institutionalized system of discrimination, segregation, disrespect for human dignity and exclusion of women and girls: Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Afghanistan,” 13 May 2024, A/HRC/56/25, <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/ahrc5625-phenomenon-institutionalized-system-discrimination-segregation>.
- <sup>4</sup> Amnesty International, “Afghanistan: Taliban’s treatment of women and girls should be investigated as the crime against humanity of gender persecution,” 26 May 2023, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/05/afghanistan-talibans-treatment-of-women-and-girls-should-be-investigated-as-the-crime-against-humanity-of-gender-persecution/>.
- <sup>5</sup> “Escalating backlash against gender equality and urgency of reaffirming substantive equality and the human rights of women and girls - Report of the Working Group on discrimination against women and girls,” 15 May 2024, A/HRC/56/51, <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc5651-escalating-backlash-against-gender-equality-and-urgency>.
- <sup>6</sup> Outright International, “LGBTQ Anti-Coup Resistance in Myanmar,” 24 September 2024, <https://outrightinternational.org/our-work/human-rights-research/lgbtq-anti-coup-resistance-myanmar>; Women’s League of Burma, “Building the Triple Resistance: Women Leaders’ Perceptions of Changes and Challenges A Year and A Half After the Coup in Burma,” 4 January 2024, <https://www.womenofburma.org/reports/building-triple-resistance>; Statement by Ms. Naw Hser Hser at the UN Security Council Open Debate on Conflict-Related Sexual Violence, 14 July 2023, <https://www.womenpeacesecurity.org/resource/statement-unscc-rsv-open-debate-naw/>.
- <sup>7</sup> Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, “Courage amid Crisis: Gendered impacts of the coup at the pursuit of gender equality in Myanmar,” Section IX, 2 July 2024, A/HRC/56/CRP.8, <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc56crp8-courage-amid-crisis-gendered-impacts-coup-and-pursuit-gender>; UN Women, “Women’s organizations remain at the front line of the crisis response in Myanmar,” 16 August 2023, <https://www.unwomen.org/en/news-stories/feature-story/2023/08/womens-organizations-remain-at-the-front-line-of-the-crisis-response-in-myanmar>.
- <sup>8</sup> Michelle Onello & Akila Radhakrishnan, “Reversing the Coup is No Solution for Myanmar,” The Diplomat, 13 May 2021, <https://thediplomat.com/2021/05/reversing-the-coup-is-no-solution-for-myanmar/>.
- <sup>9</sup> Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar, “Sexual and gender-based violence in Myanmar and the gendered impact of its ethnic conflicts,” ¶254-255, 22 August 2019, A/HRC/42/CRP.4, [https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/HRBodies/HRCouncil/FFM-Myanmar/sexualviolence/A\\_HRC\\_CRP\\_4.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/HRBodies/HRCouncil/FFM-Myanmar/sexualviolence/A_HRC_CRP_4.pdf); “Report of the independent international fact-finding mission on Myanmar,” ¶83-89, 12 September 2018, A/HRC/39/64, [undocs.org/a/hrc/39/64](https://undocs.org/a/hrc/39/64).
- <sup>10</sup> Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, ¶20-24, 20 March 2024, A/HRC/55/65, [undocs.org/a/hrc/55/65](https://undocs.org/a/hrc/55/65); Human Rights Watch, “Myanmar: Upswing in Unlawful Airstrikes,” 11 January 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/01/11/myanmar-upswing-unlawful-airstrikes>.
- <sup>11</sup> Report of the Independent Investigative Mechanism for Myanmar, ¶26, 11 July 2024, A/HRC/57/18, <https://imm.un.org/wp-content/uploads/2024/08/2411995E.pdf>.
- <sup>12</sup> UNHCR Operational Data Portal, “Myanmar situation,” accessed 7 October 2024, <https://data.unhcr.org/en/situations/myanmar>.
- <sup>13</sup> “Situation of human rights in Myanmar: Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights,” ¶42-47, 4 September 2024, A/HRC/57/56, <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/ahrc5756-situation-human-rights-myanmar-report-united-nations-high>; Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, “Courage amid Crisis: Gendered impacts of the coup at the pursuit of gender equality in Myanmar,” ¶58-70, 2 July 2024, A/HRC/56/CRP.8, <https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc56crp8-courage-amid-crisis-gendered-impacts-coup-and-pursuit-gender>.
- <sup>14</sup> Assistance Association for Political Prisoners, “Daily Briefing in Relation to the Military Coup - 24 October 2024,” 24 October 2024, <https://aappb.org/?p=29821>.
- <sup>15</sup> “Situation of human rights in Myanmar: Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights,” ¶30-34 and ¶35-41, 4 September 2024, A/HRC/57/56, <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/ahrc5756-situation-human-rights-myanmar-report-united-nations-high>; Report of the Independent Investigative Mechanism for Myanmar, ¶20-25, 11 July 2024, A/HRC/57/18, <https://imm.un.org/wp-content/uploads/2024/08/2411995E.pdf>; Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, ¶72-75, 20 March 2024, A/HRC/55/65, [undocs.org/a/hrc/55/65](https://undocs.org/a/hrc/55/65); International Commission of Jurists, “Unseen and Unheard: Violation of Women’s Rights in Myanmar,” 1 July 2024, <https://www.icj.org/myanmar-women-deprived-of-liberty-subjected-to-egregious-human-rights-violations-including-torture-and-other-ill-treatment/>.
- <sup>16</sup> Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, ¶37-42, 20 March 2024, A/HRC/55/65, [undocs.org/a/hrc/55/65](https://undocs.org/a/hrc/55/65); OHCHR, “Myanmar: Military junta even greater threat to civilians as it imposes military draft, warns UN expert,” 21 February 2024, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/02/myanmar-military-junta-even-greater-threat-civilians-it-imposes-military>.
- <sup>17</sup> MSF, “Health workers struggle to respond amid severe restrictions in Rakhine State,” 16 January 2024, <https://www.msf.org/health-workers-struggle-respond-amid-severe-restrictions-rakhine-state-myanmar>; UN News, “Myanmar: Military’s obstruction of humanitarian aid could be international crime,” 30 June 2023, <https://news.un.org/en/story/2023/06/1138262>.
- <sup>18</sup> UNHCR, “Myanmar Emergency - UNHCR Regional Update - 2 September 2024,” 16 September 2024, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/111180>; OCHA, “Myanmar Humanitarian Response Plan 2024,” p. 7, 18 December 2023, <https://reliefweb.int/report/myanmar/myanmar-humanitarian-needs-and-response-plan-2024-december-2023-enmy>.
- <sup>19</sup> UNHCR, “Myanmar Emergency - UNHCR Regional Update - 2 September 2024,” 16 September 2024, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/111180>.
- <sup>20</sup> International Commission of Jurists, “India: Immediately halt forced returns of Myanmar refugees in Manipur and respect the non-refoulement principle,” 10 May 2024, <https://www.icj.org/india-immediately-halt-forced-returns-of-myanmar-refugees-in-manipur-and-respect-the-non-refoulement-principle/>; Human Rights Watch, “Thailand: Halt Forced Returns to Myanmar,” 11 April 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/04/11/thailand-halt-forced-returns-myanmar>; Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, Section III, 30 March 2023, A/HRC/52/66, [undocs.org/a/hrc/52/66](https://undocs.org/a/hrc/52/66).
- <sup>21</sup> Women’s League of Burma, “Building the Triple Resistance: Women Leaders’ Perceptions of Changes and Challenges A Year and A Half After the Coup in Burma,” p. 6, 4 January 2024, <https://www.womenofburma.org/reports/building-triple-resistance>; Statement by Ms. Naw Hser Hser at the UN Security Council Open Debate on Conflict-Related Sexual Violence, 14 July 2023, <https://www.womenpeacesecurity.org/resource/statement-unscc-rsv-open-debate-naw/>.

---

[unsc-crsv-open-debate-naw/](#); OHCHR, “Myanmar: Social media campaigns must stand up to junta’s online terror campaign, say UN experts,” 13 March 2023, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/03/myanmar-social-media-companies-must-stand-juntas-online-terror-campaign-say>.

<sup>22</sup> OHCHR, “Myanmar: Turk deplors attacks on civilians fleeing Rakhine, fears repeat of 2017 atrocities against Rohingya,” 23 August 2024, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/08/myanmar-turk-deplors-attacks-civilians-fleeing-rakhine-fears-repeat-2017>; Women’s Peace Network, “Renewed atrocities against Rohingya in Rakhine State, Myanmar,” July 2024, [https://www.womenspeacenetwork.org/s/Report\\_2024\\_7\\_Renewed-atrocities-against-Rohingya-in-Rakhine-State-Myanmar.pdf](https://www.womenspeacenetwork.org/s/Report_2024_7_Renewed-atrocities-against-Rohingya-in-Rakhine-State-Myanmar.pdf).

<sup>23</sup> “Situation of human rights in Myanmar: Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights,” ¶18-20, 4 September 2024, A/HRC/57/56, <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/ahrc5756-situation-human-rights-myanmar-report-united-nations-high>; “Situation of human rights of Rohingya Muslims and other minorities in Myanmar: Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights,” ¶33-41, A/HRC/56/23, [undocs.org/a/hrc/56/23](https://undocs.org/a/hrc/56/23); Human Rights Watch, “Myanmar: Rohingya at Risk in Rakhine Fighting,” 9 February 2024, <https://www.hrw.org/news/2024/02/09/myanmar-rohingya-risk-rakhine-fighting>.

<sup>24</sup> The Irrawaddy, “Myanmar’s Rakhine Spiraling Into Hunger as 50% Drop in Rice Harvest Predicted,” 17 June 2024, <https://www.irrawaddy.com/business/myanmars-rakhine-spiraling-into-hunger-as-50-drop-in-rice-harvest-predicted.html>.

<sup>25</sup> Anadolu Agency, “Rohingya repatriation delayed due to cease-fire breakdown with rebels: Myanmar’s envoy,” 16 October 2024, <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/rohingya-repatriation-delayed-due-to-cease-fire-breakdown-with-rebels-myanmars-envoy/3364102#>.

<sup>26</sup> “Joint Government of Bangladesh - UNHCR Population Map as of August 2024,” 12 September 2024, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/111125>; IISS, “Competing armed groups pose new threat to Rohingya in Bangladesh,” 11 December 2023, <https://myanmar.iiss.org/analysis/rohingya>.

<sup>27</sup> UNHCR, “Urgent action needed to address dramatic rise in Rohingya deaths at sea,” 23 January 2024, <https://www.unhcr.org/news/briefing-notes/unhcr-urgent-action-needed-address-dramatic-rise-rohingya-deaths-sea>.

<sup>28</sup> UNHCR, “Rohingya refugees: Land and sea routes - Quarterly update - as of June 2024,” 26 September 2024, <https://data.unhcr.org/en/documents/details/111427>.

<sup>29</sup> Security Council Resolution 2669 (2022), [https://undocs.org/S/RES/2669\(2022\)](https://undocs.org/S/RES/2669(2022)).

<sup>30</sup> NGO Working Group on Women, Peace and Security, “2024 Open Letter to Permanent Representatives to the United Nations in advance of the Open Debate on Women, Peace and Security,” 8 October 2024, <https://www.womenpeacesecurity.org/resource/open-letter-un-wps-2024/>.

<sup>31</sup> Security Council Resolution 1325 (2000), ¶11, [https://undocs.org/s/res/1325\(2000\)](https://undocs.org/s/res/1325(2000)).

<sup>32</sup> Security Council Resolution 2669 (2022), [https://undocs.org/S/RES/2669\(2022\)](https://undocs.org/S/RES/2669(2022)).

<sup>33</sup> Progressive Voice, “Sham Census Counts for Nothing,” 7 October 2024, <https://progressivevoicemyanmar.org/2024/10/07/sham-census-counts-for-nothing/>; Mary Callahan, “Myanmar’s census is a blunt counterinsurgency tool,” Frontier Myanmar, 1 October 2024, <https://www.frontiermyanmar.net/en/myanmars-census-is-a-blunt-counterinsurgency-tool/>.

<sup>34</sup> “Free election under Myanmar junta ‘impossible’: US official,” Mizzima, 12 October 2024, <https://eng.mizzima.com/2024/10/12/14977>.

<sup>35</sup> International Court of Justice, “Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide - The Gambia v. Myanmar: Request for the indication of provisional measures,” 23 January 2020, ¶86, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/178/178-20200123-ORD-01-00-EN.pdf>.